

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 1674

[C — 2003/07094]

21 MARS 2003. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 20 mars 2003 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, établissement scientifique de l'Etat relevant du Ministre de la Défense, en tant que service de l'Etat à gestion séparée

Le Ministre de la Défense,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu la loi-programme du 30 décembre 2001, en particulier l'article 95;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 2003 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, établissement scientifique de l'Etat relevant du Ministre de la Défense, en tant que service de l'Etat à gestion séparée;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 2002 portant délégations de pouvoir par le Ministre de la Défense en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de dépenses diverses;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2002;

Vu l'avis du Ministre des Finances, donné le 26 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté contient des dispositions relatives à la gestion budgétaire et comptable dont l'entrée en vigueur coïncide avec le début d'un exercice budgétaire et comptable, et donc avec le début d'une année civile, en l'occurrence le 1^{er} janvier 2003;

Considérant que le budget du service a été publié et est d'application depuis le 1^{er} janvier 2003;

Considérant que, pour que le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire puisse exécuter les dispositions budgétaires et comptables, il y a lieu de désigner ses organes de gestion et qu'il est donc impératif que le présent arrêté soit publié dans les délais les plus brefs pour permettre leur installation,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « arrêté royal » : l'arrêté royal du 20 mars 2003 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, établissement scientifique de l'Etat relevant du Ministre de la Défense, en tant que service de l'Etat à gestion séparée;

2° « Le Ministre » : le Ministre de la Défense;

3° « musée » : le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, établissement scientifique de l'Etat qui relève du Ministre de la Défense nationale et qui, en vertu de la loi-programme du 30 décembre 2001, article 95, constitue un service de l'état à gestion séparée.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 1674

[C — 2003/07094]

21 MAART 2003. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 maart 2003 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, wetenschappelijke instelling die ressorteert onder de Minister van Landsverdediging, als staatsdienst met afzonderlijk beheer

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op de Programmawet van 30 december 2001, inzonderheid op artikel 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 2003 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, wetenschappelijke instelling die ressorteert onder de Minister van Landsverdediging, als Staatsdienst met afzonderlijk beheer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 18 januari 2002 houdende overdracht van bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake diverse uitgaven;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 december 2002;

Gelet op het advies van de Minister van Financiën, gegeven op 26 december 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 februari 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit bepalingen bevat met betrekking tot het begrotings- en boekhoudkundig beheer waarvan de inwerkingtreding moet overeenstemmen met de aanvang van een begrotingsjaar, en dus met de aanvang van een burgerlijk jaar, zijnde in dit geval 1 januari 2003;

Overwegende dat de begroting van de dienst gepubliceerd werd en van toepassing is vanaf 1 januari 2003;

Overwegende dat, opdat het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis de budgettaire en boekhoudkundige bepalingen kan uitvoeren, zijn beheersorganen aangewezen dienen te worden en dat het bijgevolg noodzakelijk is onderhavig besluit binnen de kortste termijnen te publiceren teneinde hun installatie mogelijk te maken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « koninklijk besluit » koninklijk besluit van 20 maart 2003 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, wetenschappelijke instelling die ressorteert onder de Minister van Landsverdediging, als Staatsdienst met afzonderlijk beheer;

2° « De Minister » : de Minister van Landsverdediging;

3° « museum » : het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, wetenschappelijke instelling van de Staat die ressorteert onder de Minister van Landsverdediging en die, krachtens de programmawet van 30 december 2001, artikel 95, een staatsdienst met afzonderlijk beheer vormt.

CHAPITRE II. — *La commission de gestion*

Art. 2. La commission de gestion tient autant de réunions que nécessaire et au moins quatre fois par an. Elle se réunit dans le musée.

Le président convoque par écrit au moins cinq jours ouvrables à l'avance les membres de la commission, d'autorité ou sur demande motivée d'un tiers des membres de la commission avec voix délibérative ou de la moitié des membres du personnel du musée titulaires d'une fonction dirigeante.

La convocation précise l'ordre du jour, qui doit notamment comporter tout point émanant d'un membre qui est parvenu au président au moins dix jours ouvrables avant la réunion.

Art. 3. La commission de gestion ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres avec voix délibérative est présente.

Si ce quorum n'est pas atteint, la commission délibère sous réserve d'une ratification formelle de ses décisions lors de la réunion suivante. Pour cette ratification, le quorum n'est pas requis pour autant que les décisions prises lors de la réunion précédente aient explicitement été jointes à l'ordre du jour de la nouvelle réunion.

Art. 4. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la proposition soumise au vote est rejetée.

Art. 5. La commission de gestion arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Les délibérations et les décisions de la commission de gestion sont consignées dans un projet de procès-verbal rédigé dans les deux langues nationales.

Celui-ci est envoyé au Ministre et aux membres de la commission de gestion dans les cinq jours ouvrables après la réunion. Ces derniers disposent de dix jours ouvrables pour faire part de leurs observations au président.

En l'absence de remarque à l'expiration de ce délai, le projet de procès-verbal est considéré comme approuvé et signé par le président, et le secrétaire.

Si, dans le délai imparti, un membre de la commission a émis une observation, le projet de procès-verbal est soumis avec cette observation à la réunion suivante de la commission de gestion, qui se prononce sur son approbation.

Une copie du procès-verbal approuvé, rédigé en langue française et en langue néerlandaise, est envoyée aux membres de la commission de gestion et au Ministre.

Les procès-verbaux approuvés sont repris dans un registre particulier.

Les copies ou extraits qui doivent être soumis à une instance quelconque sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 7. La commission de gestion peut, d'initiative ou à la demande du Ministre, tenir une réunion commune avec le Conseil scientifique du musée pour examiner un problème spécifique à ce musée.

CHAPITRE III. — *De l'ordonnateur délégué*

Art. 8. L'ordonnateur délégué est chargé :

1° de préparer les réunions et d'exécuter les décisions de la commission de gestion;

2° de constater les droits au profit du musée;

3° de fixer le mode de passation du marché, à arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à initier la procédure, à attribuer le marché et éventuellement de fixer les modifications des éléments du marché et à prendre les décisions d'exécution, dans les limites des crédits ouverts à cette fin dans le budget de l'année budgétaire et conformément aux clauses reprises dans les tableaux 1^{er} et 2 annexés au présent arrêté et aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté royal.

Art. 9. La commission de gestion délègue la gestion journalière du musée à son ordonnateur. Les objets et les limites de cette délégation, qui ne peut jamais porter sur les tâches visées à l'article 3, 1° à 8° de l'arrêté royal, sont inscrits dans le règlement d'ordre intérieur de la commission de gestion.

Les actes posés par l'ordonnateur dans le cadre de cette délégation sont portés à la connaissance de la commission de gestion lors de sa réunion suivante.

HOOFDSTUK II. — *De beheerscommissie*

Art. 2. De beheerscommissie vergadert zoveel maal als zij nodig acht en minstens viermaal per jaar. Zij komt bijeen in het museum.

De voorzitter roept schriftelijk minstens vijf werkdagen vooraf de leden van de commissie samen en dit ambtshalve of op gemotiveerd verzoek van een derde van de stemgerechtigde leden van de commissie of van de helft van de personeelsleden van het museum die titularis zijn van een leidinggevende functie.

De uitnodiging vermeldt nauwkeurig de agenda, die met name ieder punt moet bevatten voorgesteld door een lid en dat de voorzitter minstens tien werkdagen vóór de vergadering bereikt moet hebben

Art. 3. De beheerscommissie kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van haar stemgerechtigde leden aanwezig is.

Indien dit quorum niet bereikt wordt, beraadslaat de commissie onder voorbehoud van formele goedkeuring van haar beslissingen tijdens de volgende vergadering. Voor deze goedkeuring is het quorum niet vereist, voor zover de tijdens de vorige vergadering genomen beslissingen expliciet op de agenda geplaatst zijn van de nieuwe vergadering.

Art. 4. De beslissingen van de commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen, wordt het in stemming gebrachte voorstel verworpen.

Art. 5. De beheerscommissie legt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 6. De beraadslagingen en de beslissingen van de beheerscommissie worden opgetekend in een ontwerp van notulen opgesteld in de twee landstalen.

Dit wordt binnen de vijf werkdagen na de vergadering aan de Minister en aan de leden van de beheerscommissie gestuurd. Deze laatste beschikken over tien werkdagen om hun opmerkingen aan de voorzitter kenbaar te maken.

Indien er na het verstrijken van deze termijn geen opmerkingen zijn, wordt het ontwerp van notulen beschouwd als goedgekeurd en door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Indien een lid van de commissie binnen de gestelde termijn een opmerking heeft geformuleerd, wordt het ontwerp van notulen samen met deze opmerking aan de volgende vergadering van de beheerscommissie voorgelegd, die zich over de goedkeuring ervan uitspreekt.

Een kopie van de goedgekeurde notulen, opgesteld in het Nederlands en in het Frans, wordt aan de leden van de beheerscommissie gezonden alsmede aan de Minister.

De goedgekeurde notulen worden ingeschreven in een speciaal register.

Kopieën of uittreksels die aan gelijk welke instantie voorgelegd moeten worden, worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Art. 7. De beheerscommissie kan, uit eigen beweging of op verzoek van de Minister, samen met de Wetenschappelijke Raad van het museum vergaderen om een specifiek probleem van het museum te onderzoeken.

HOOFDSTUK III. — *De gedelegeerde ordonnateur*

Art. 8. De gedelegeerde ordonnateur is belast met :

1° het voorbereiden van de vergaderingen en het uitvoeren van de beslissingen van de beheerscommissie;

2° het vaststellen van de rechten ten bate van het museum;

3° het bepalen van de wijze waarop de opdracht gegund wordt, het vaststellen van het bijzonder bestek of de als zodanig geldende bescheiden, het opstarten van de procedure, het gunnen van de opdracht en het eventueel beslissen om sommige elementen van de opdracht te wijzigen en de uitvoeringsbeslissingen te nemen, binnen de perken van de kredieten die daartoe in de begroting voor het begrotingsjaar werden ingeschreven en conform de bepalingen hernoemen in de tabellen 1 en 2 gevoegd bij dit besluit en de bepalingen van artikel 27 van het koninklijk besluit.

Art. 9. De beheerscommissie draagt het dagelijks beheer van het museum over aan haar ordonnateur. Het voorwerp en de grenzen van deze delegatie, die nooit betrekking kan hebben op de taken bedoeld in artikel 3, 1° tot 8° van het koninklijk besluit, zijn opgenomen in het huishoudelijk reglement van de beheerscommissie.

De handelingen verricht door de ordonnateur in het kader van deze delegatie worden ter kennis gebracht van de beheerscommissie op haar eerstvolgende vergadering.

Art. 10. L'ordonnateur délégué est autorisé à engager, quel qu'en soit le montant, les dépenses diverses et ce dans les limites des crédits inscrits à ces fins dans le budget. Les dépenses diverses comprennent des dépenses qui ne se rapportent pas à des marchés publics mais qui sont nécessaires à la mise en oeuvre de l'établissement telles que dépenses à caractère international, frais de cours, frais occasionnés par les envois à l'étranger dans le cadre des directives du ministre, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de représentation et les frais de location immobilière.

Le Ministre peut modifier, sur avis de la commission de gestion, la liste des dépenses courantes visées à l'alinéa précédent.

Art. 11. L'ordonnateur délégué est assisté dans sa mission par le responsable des services généraux du musée.

Art. 12. Le pouvoir délégué ne peut être subdélégué. Le remplaçant en cas d'absence du conservateur en chef du musée est le directeur adjoint.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 21 mars 2003.

A. FLAHAUT

Annexe à l'arrêté ministériel du 21 mars 2003

Art. 10. De gedelegeerde ordonnateur is gemachtigd, ongeacht het bedrag, de diverse uitgaven te doen en dit binnen de perken van de daartoe in de begroting ingeschreven kredieten. Onder diverse uitgaven worden uitgaven verstaan die geen betrekking hebben op overheidsopdrachten maar die noodzakelijk zijn voor het in werking stellen van de instelling zoals uitgaven van internationale aard, cursuskosten, kosten ter gelegenheid van zendingen in het buitenland in het kader van de richtlijnen van de minister, medische en farmaceutische onkosten, representatiekosten en huurkosten voor onroerende goederen.

De Minister kan, op advies van de beheerscommissie, de lijst wijzigen van de dagelijkse uitgaven bedoeld in voorgaand lid.

Art. 11. De gedelegeerde ordonnateur wordt in zijn taak bijgestaan door de verantwoordelijke voor de algemene diensten van het museum.

Art. 12. De overgedragen bevoegdheid mag niet verder worden overgedragen. De vervanger bij afwezigheid van de hoofdconservator van het museum is de adjunct directeur.

HOOFDSTUK IV.— *Algemene en slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Brussel, 21 maart 2003.

A. FLAHAUT

Bijlage aan het ministerieel besluit van 21 maart 2003

TABLEAU 1

DELEGATION DE POUVOIR AUX STADES DE LA PREPARATION ET DE L'ATTRIBUTION (en EUR)

	Procédure ouverte/générale	Procédure restreinte ou négociée (Art. 17, § 3, de la loi)	Procédure négociée (Art. 17, § 2, de la loi)
Conservateur en chef MRA (APRES avis commission de gestion)	810.000	405.000	165.000
Conservateur en chef MRA	67.000	67.000	67.000

TABLEAU 2

DELEGATION DE POUVOIR POUR REMISE D'AMENDES (en EUR)

Conservateur en Chef MRA	27.000
--------------------------	--------

TABEL 1

OVERDRACHT VAN BEVOEGDHEID IN HET STADIUM VOORBEREIDING EN GUNNING (in EUR)

	Algemene/openbare procedure	Bepaalde procedure of onderhandelingsprocedure (Art. 17, § 3, van de wet)	Onderhandelingsprocedure (Art. 17, § 2, van de wet)
Hoofdconservator KLM (NA advies van de beheerscommissie)	810.000	405.000	165.000
Hoofdconservator KLM	67.000	67.000	67.000

TABEL 2

OVERDRACHT VAN BEVOEGDHEID VOOR TERUGGAVE VAN BOETEN (in EUR)

Hoofdconservator KLM	27.000
----------------------	--------